

Chroniques de lecture

JUILLET 2026



CCEF

Compagnie des Conseils
et Experts Financiers

NOS RECOMMANDATIONS DE LECTURE POUR L'ÉTÉ

SOMMAIRE

Partie 1 - Finance, monnaie et politiques budgétaires

La longue dérive de la dette française. Histoire budgétaire de la Ve république

Julien DUBERTRET et Nicolas RAGACHE p. 4

Our dollar, your problem

Kenneth Rogoff p. 5

Argent. Une histoire de l'humanité

David Mc WILLIAMS p. 6

Quelle fiscalité pour demain ? Décrypter les enjeux des futures réformes

François FACCHINI p. 7

Partie 2 - Capitalisme, économie politique et institutions

La finance aux extrêmes. Enquête sur le capitalisme autoritaire en France

Marlène BENQUET p. 9

Politiques de la rareté, des origines du capitalisme à la crise écologique

Frederik ALBRITTON JONSSON et Carl WENNERLIND p. 10

La divine Economie

Paul SEABRIGHT p. 11

Partie 3 - Enjeux économiques contemporains et comparaisons internationales

Le déclin démographique, une urgence économique

Pauline ROSSI p. 13

La France à la loupe européenne

Pierre-André BUIGUES p. 14

Partie 4 - Transition écologique et performance durable

Vivre sans CO2

Edouard ROBLOT p. 16

Évaluer l'impact extra-financier des organisations

Aurélien RAGAIGNE, Jean-Laurent VIVIANI et Hélène RAINLELLI-WEISS p. 17

DES CHRONIQUES DE...

Alain BRUNET, Dominique CHESNEAU,
Sophie FRIOT, Jean-Jacques PLUCHART,
Pona SAMNIK, Olivier STEPHAN et
Kathleen WANTZ-O'ROURKE

En collaboration avec :



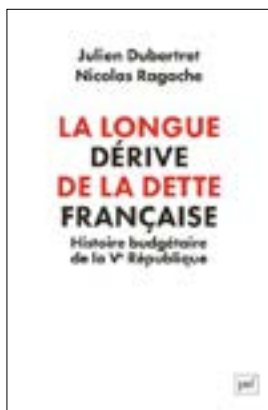
Les chroniques sont consultables chaque mercredi sur www.clubturgot.com

.....

Partie 1

.....

**Finance, monnaie et
politiques budgétaires**



ÉDITEUR :

puf

352 pages

PRIX : 28 euros

LA LONGUE DÉRIVE DE LA DETTE FRANÇAISE

HISTOIRE BUDGÉTAIRE DE LA V^e RÉPUBLIQUE

.....

**Julien DUBERTRET
Nicolas RAGACHE**

La lecture de l'ouvrage sera particulièrement utile aux futurs candidats aux élections de 2027, car la dérive de la dette publique française a atteint un niveau tel que sa seule stabilisation exige des réformes de plus en plus techniques et radicales. Les auteurs montrent clairement que les dérapages de la dépense publique et des prélèvements obligatoires résultent de compromis ou de non-décisions politiques de la part des gouvernements de droite comme de gauche. La rétrospective couvre la période de 1958 à 2025, marquée par quatre séquences : de 1958 à 1980 (l'équilibre, clé de la Ve République) ; de 1981 à 1997 (le déséquilibre, nouvelle norme), de 1997 à 2007 (l'équilibre collectif européen, garde fou fragile) et depuis 2007 (équilibre, crises, déséquilibre). Chaque séquence comporte trois phases, qui dévoilent des aspects méconnus de l'histoire budgétaire française, comme le décrochage budgétaire postérieur au choc pétrolier, le « tournant de la rigueur » en 1983, qui n'a eu de rigueur que le nom; les raisons de l'échec du « plan Juppé » de 1995 ; les erreurs de prévision macroéconomiques, notamment en 2025...

L'étude montre clairement que les gouvernements successifs, quelque soit leur tendance politique, ont pris – ou n'ont pas pris – certaines décisions , qui ont eu des effets préjudiciables à long terme sur les finances publiques. La dérive des dépenses est due notamment à l'augmentation des dépenses publiques, dont les effectifs (estimés à 5,9 millions au début de 2026) dans les fonctions d'Etat, territoriale et hospitalière, ont progressé de plus de 20% au cours des 20 dernières années, contre 15% pour l'ensemble de la population française. La multiplication des aides sociales par différents canaux (notamment celui des niches fiscales), la décentralisation de certaines fonctions de l'État aux collectivités locales et la contribution de la France au budget communautaire puis européen, ont été de plus en plus difficilement maîtrisables.

La France a ainsi atteint le taux de prélèvements obligatoires (avec des rendements de plus plus décroissants) le plus élevé de l'OCDE. Les auteurs concluent en affirmant que l'endettement a atteint un « point limite » et que tout redressement sera d'autant plus difficile en raison de l'instabilité politique du pays.



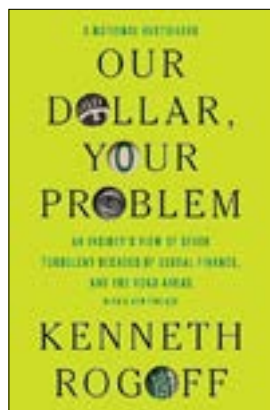
Les auteurs...



Jean DUBERTRET a été conseiller du 1er Ministre, haut fonctionnaire à l'Inspection des Finances et expert au FMI.



Nicolas RAGACHE est chef économiste de l'AFEP après avoir été conseiller ministériel.



ÉDITEUR :
Yale University Press

376 pages

PRIX : 18,95 euros

OUR DOLLAR, YOUR PROBLEM

Kenneth ROGOFF

« Notre dollar, votre problème » se lit presque comme un roman, tant Kenneth Rogoff livre au lecteur un récit à la fois précis et technique de plus de quarante années passées au sein de cercles financiers de premier plan, universitaires et institutionnels, à l'échelle mondiale. L'expression originelle « our dollar, your problem » a été forgée par John Connally, alors secrétaire au Trésor des États-Unis, au début des années 1970, lorsqu'il s'adressait à des dirigeants européens exaspérés à la suite de la suspension de la convertibilité du dollar en or par l'administration Nixon. À cette époque, les pays européens détenaient d'importantes quantités de bons du Trésor américain.

Dans le contexte actuel de montée des tensions géopolitiques à travers le globe et de plusieurs conflits impliquant des pays historiquement dépendants du dollar sur les plans monétaire et économique, l'ère dite de la « pax », qui reposait sur le dollar « pour assurer la stabilité et la croissance pour un avenir indéfini », pourrait bien atteindre un tournant décisif. Quoi qu'il en soit, Rogoff suggère que la période antérieure à la pandémie laissera très probablement place à des phases accrues d'instabilité, de surendettement, d'inflation et de volatilité des taux de change.

S'appuyant sur sa propre expérience, ses travaux et des prévisions particulièrement éclairantes, Rogoff explore les limites des précédents candidats susceptibles de remettre en cause la domination du dollar, en évoquant successivement l'Union soviétique, le yen japonais, l'euro et le renminbi chinois. Il formule plusieurs analyses intéressantes et pertinentes sur l'émergence de la monnaie unique européenne. Si, en théorie, l'euro disposait du potentiel nécessaire pour rivaliser sérieusement avec le dollar américain, il demeure aujourd'hui essentiellement une monnaie régionale. Les insuffisances d'une « union politique plus profonde », d'une « autorité budgétaire forte », d'un « système bancaire intégré » ainsi que l'absence d'une croissance soutenue au cours des dernières décennies figurent parmi les principales raisons que Rogoff avance

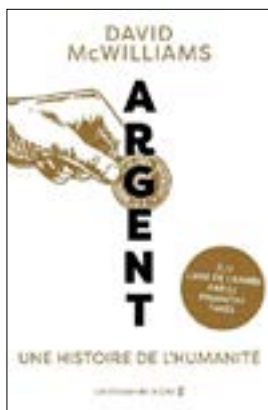
pour expliquer les limites de l'euro en tant que véritable concurrent du dollar.

Il considère toutefois le renminbi chinois comme une « menace à plus long terme et potentiellement plus redoutable pour le dollar ». Si, par exemple, les autorités chinoises décidaient de découpler le renminbi du dollar, cela entraînerait un basculement massif des économies asiatiques — très dépendantes du dollar pour leurs chaînes d'approvisionnement — en faveur de la monnaie chinoise. À elles seules, les économies asiatiques représentent près de la moitié du bloc dollar (hors États-Unis) en termes de PIB pondéré. Cette hypothèse comporte néanmoins des défis majeurs pour la Chine, notamment l'essoufflement de son modèle historique de forte croissance, ainsi que les conséquences sociales et financières qu'impliquerait la réussite de trajectoires économiques alternatives. Quoi qu'il en soit, l'auteur estime que le découplage du dollar par la Chine est inévitable à terme. *Suite de la note [en cliquant ici](#).*

L'auteur...



Kenneth ROGOFF, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international de 2001 à 2003, est professeur d'économie Maurits C. Boas à l'Université de Harvard. Grand maître d'échecs, il siège également au sein de plusieurs instances officielles, dont le Council on Foreign Relations et le conseil consultatif de la Federal Reserve Bank of New York. Ses nombreux ouvrages et articles sont publiés et cités dans le monde entier.



ÉDITEUR :
Presses de la Cité

348 pages

PRIX : 25 euros

ARGENT

UNE HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

.....

David Mc WILLIAMS

Bérengère Viennot
(Traduction)

Objet de nos désirs, moteur de notre génie... Et si l'argent était aussi la plus grande invention de l'humanité ?

Saviez-vous que la piastre était l'ancêtre du dollar ? Que Hitler et Lénine s'étaient servis de la monnaie pour manipuler les foules ? Que Le Magicien d'Oz parle en réalité de la déflation associée à l'étalon-or ? Que notre avenir financier ne se trouve pas dans le bitcoin mais dans le crédit téléphonique ?

Des grains d'orge des Sumériens aux cryptomonnaies en passant par les assignats révolutionnaires et l'invention du dollar, David McWilliams retrace d'une plume alerte et accessible l'histoire de cette invention qui – au même titre que la roue ou le feu – a façonné les relations entre les hommes.

Loin des austères traités d'économie, David McWilliams nous montre que l'argent n'est pas qu'un instrument de pouvoir. Il peut aussi mener à la coopération et au progrès collectif.

Il ne s'agit pas du premier ouvrage sur l'argent dans la littérature ni dans la liste des chroniques du Cercle Turgot. L'intérêt renouvelé de type d'ouvrage réside dans l'histoire de l'auteur et sa propre perception de l'argent. De cela découle le choix de continuum historique et des exemples.

Certes, on commence avec une partie 1 dédiée à l'Antiquité et le fameux « pactole », on poursuit avec : l'argent au Moyen-Âge, l'argent révolutionnaire, l'argent moderne et enfin l'argent délivré (qui contrôle l'argent, la psychologie de l'argent, l'évolution de l'argent et la théorie monétaire moderne et le M-Pesa).

Aussi sont abordées de nombreuses cultures qui ont contribué au développement de l'argent et les innovations que chacune a apportées. La maîtrise de l'argent a coïncidé avec d'autres avancées majeures telles que l'écriture, le calcul le droit, la démocratie et la philosophie. Cette évolution soulève une question : l'argent a-t-il été la cause

des autres développements ou ces développements ont-ils conduit à l'évolution de l'argent ? Lequel est la poule, lequel est l'œuf ?

Telles est l'originalité de ce livre qui a été élu livre de l'année par le Financial Times : donner des éléments de réflexion pour tenter de répondre à la question.

David Mc Williams est un auteur social, il a donc fait appel à de nombreux conseils et contributions, et exprime des opinions et... des erreurs qui sont les siennes et celles des gens cités dans le livre.

Il ne s'agit pas pour le lecteur d'identifier les éventuelles bévues, mais de comprendre le cheminement intellectuel des contributeurs qui ont pu conduire à « des écarts par rapport à un consensus d'économistes spécialistes de la chose monétaire.

Un ouvrage qui doit être lu par toutes personnes curieuses des idées et de leur interprétation et en l'espèce celles de l'argent et de la monnaie qui sont des concepts personnels. C'est un bien commun et un bien...individuel !

L'auteur...



Economiste, écrivain, homme de radio et de télévision, **David McWilliams** offre un point de vue rafraîchissant sur l'Irlande contemporaine, dans son style inimitable et irrévérencieux. Nommé «Global Young Leader» (jeune dirigeant international) par le Forum économique

mondial, McWilliams est un commentateur provocant et stimulant de la nouvelle Irlande et de sa société aux mutations rapides.



ÉDITEUR :
De Boeck Supérieur

295 pages

PRIX : 22,90 euros

QUELLE FISCALITÉ POUR DEMAIN?

DÉCRYPTER LES ENJEUX DES FUTURES
RÉFORMES

.....

François Facchini

L'ouvrage mérite l'attention des élus et des candidats à une élection, mais aussi, celle de tous les contribuables. Il retrace la généalogie des impôts, taxes et cotisations qui frappent de plus en plus les français. Il se présente comme un manuel de fiscalités comparées, mais il recouvre en fait une réflexion approfondie sur les fondements théoriques, les faits générateurs, les externalités positives et négatives, et surtout, les voies de réformes possibles du système socio-fiscal français. L'ouvrage est structuré en cinq chapitres portant sur les impôts de la dépense (TVA), sur le revenu des personnes physiques, sur les sociétés, sur l'héritage et la fortune immobilière. Le livre est complété par deux chapitres sur le coût complet des fonds publics et sur « l'effet Laffer ». L'évolution de la CSG (contribution sociale généralisée) illustre toute l'histoire de la fiscalité française : une cotisation disposant au départ d'une large assiette et d'un taux réduit, devenu pour des raisons électoralistes, une taxe complexe assortie de multiples dérogations.

L'auteur analyse les causes de l'inefficience des services publics, en montrant que la demande de la plupart de ces derniers a plus d'effets négatifs que la demande de services privés équivalents, car sur un marché, chacun doit payer le prix de ce qu'il consomme. Il identifie les trappes d'inactivité créées par certains impôts. Il déconstruit certaines affirmations soutenues par des « économistes égalitaristes », qui ont construit les multiples théories sous-tendant les systèmes socio-fiscaux français. Il distingue les impôts économiques et les impôts idéologiques (ou « clientélistes ») et constate que les seconds dominent de plus en plus les premiers. Son analyse de la courbe de Laffer est originale. La courbe ou le théorème permet en principe de déterminer le taux à partir duquel l'impôt devient inefficace car jugé excessif par le contribuable et conduisant à des comportements déviants. L'auteur conclut que les effets d'une surtaxation sont difficilement observables en raison des écarts observés d'un pays à l'autre entre les élasticités des revenus et/ou des bénéfices face à l'impôt.

L'auteur soutient en conclusion que la fiscalité de demain doit être juste et efficiente. Il faut pour cela déplacer au maximum la charge de l'impôt sur la consommation, instituer un taux proportionnel sur l'impôt sur le revenu, fixer l'impôt sur les sociétés à 15%, supprimer l'impôt sur l'héritage et la fortune immobilière. Il faut privilégier les impôts à large assiette et à taux bas. L'impôt ne doit pas entraver le fonctionnement des marchés, qui génèrent des emplois productifs et créent de la valeur. Chaque citoyen doit se prendre en charge. La fiscalité n'a pas vocation à être redistributive. Pour atteindre cet objectif, la structure de l'impôt doit être profondément réformée.

Selon l'auteur, les principaux handicaps économiques sont d'origine fiscale. Si les français ne renoncent pas à un utopique idéal égalitariste, la France tombera sous la tutelle des autres nations et des marchés financiers.



L'auteur...



François FACCHINI est professeur d'économie à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne.

.....

Partie 2

.....

**Capitalisme, économie politique
et institutions**



ÉDITEUR :
La Découverte

256 pages

PRIX : 22 euros

LA FINANCE AUX EXTRÊMES

ENQUÊTE SUR LE CAPITALISME
AUTORITAIRE EN FRANCE

.....
Marlène BENQUET

L'entreprise de la sociologue Marlène Benquet, fruit d'une enquête de dix ans a pour objectif de définir comment se construit une « seconde finance », mode inédit d'accumulation du capital par des acteurs financiers pleinement conscients de leur « valeur » mais avec des conséquences politiques propres à favoriser le déploiement d'un régime de type libertarien via un capitalisme autoritaire. L'une des principales caractéristiques de cette seconde finance est de s'être détachée du marché porté par les acteurs financiers traditionnels, à la fois collecteurs d'épargne, comme les banques, les assurances, les fonds de pension, l'épargne des ménages. Pour simplifier, le marché qui permettait seul d'investir dans des entreprises cotées.

La seconde finance se développe à l'extérieur du marché mais sans vraiment couper le lien avec ce dernier, par des opérations de gré à gré, ce qui lui permet d'être moins régulée en gardant toute latitude pour investir dans des actifs non cotés. La conséquence est que cela permet de transformer en actifs ce qui n'était jusqu'à présent pas considéré comme éligible (biens immobilier, entreprises non cotées, infrastructures, produits financiers dérivés, fonds de pension).

La seconde finance se développe en dehors des marchés. Elle n'a donc pas vocation à favoriser la concurrence. Elle incite à privatiser pour accaparer un certain nombre de secteurs comme celui de la santé. Il suffit de constater le mouvement accéléré de concentration des cliniques depuis le début des années 2000. Marlène Benquet souligne par ailleurs que nombre d'exemples permettent d'appuyer la démonstration au travers d'une fenêtre d'opportunités offerte par la Commission pour la libération de la croissance (2008) qui encourageait justement l'entrée d'investisseurs tiers dans le capital des officines : « Une directive Santé Europe, poussée par l'Union européenne, qui là aussi encourageait l'entrée de tiers et donc notamment d'acteurs financiers, dans les capitaux des officines, a permis de créer dans le secteur de la santé des actifs qui jusqu'ici échappaient à la financiarisation, qui sont devenus des actifs très rentables

garantis par l'État, puisqu'évidemment le paiement, le tarif, les usages, les profits sont garantis par l'Assurance Maladie ».

Les rouages de cette mécanique sont parfaitement imbriqués. En poursuivant la démonstration on arrive à une conclusion implacable : (1) pas de concurrence, (2) une situation de quasi-rente, (3) un niveau de prestations garanti par l'État. Risque zéro, profit maximum.

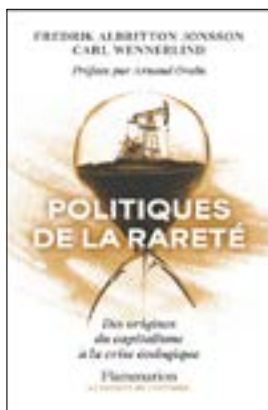
L'ouvrage repose sur un véritable travail de terrain mené suivant une méthodologie de recherche incontestable (une soixantaine d'entretiens revendiquée avec des acteurs financiers « plus accessibles que prévu » des fonds d'archives constituées de 2600 documents). Une observation in situ et in vivo des acteurs financiers dans leur quotidien retranscrite dans un verbatim très riche dès les premiers chapitres.

La conclusion – qui semble être la véritable motivation de l'auteur – fait apparaître une forme de stratégie non écrite de cette seconde finance en offrant la voie (la voix ?) à une idéologie libertarienne autoritaire largement partagée à l'étranger et en France. Les acteurs (agents de la normalisation) qualifiés de conservateurs, ne manquent pas d'être mentionnés explicitement par l'auteur lorsqu'il s'agit d'établir un lien entre alternatives politiques « extrêmes » et poids économique.

L'autrice...



Sociologue, **Marlène BENQUET** est directrice de recherche au CNRS et membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO). Ses travaux portent sur la grande distribution et l'univers de la finance internationale.



ÉDITEUR :
Flammarion

480 pages

PRIX : 25,50 euros

Les auteurs retracent la généalogie de la notion de « rareté » des ressources naturelles. Ils distinguent les raretés néo-aristotélicienne, utopique, malthusienne, romantique, socialiste, planétaire... Ils se livrent également à une critique du système capitaliste et libéral qui s'est développé depuis la 1ère révolution industrielle et ils préconisent de repenser la « relation entre la nature et l'économie », qui a traversé plusieurs périodes depuis l'origine de l'humanité.

Cette relation débute avec la démarche « cornucopienne », marquée par l'illusion que la nature pourvoira éternellement à tous les besoins de l'homme (malgré les disettes et les famines). Cette approche s'oppose à la « thèse finitiste », selon laquelle la population mondiale doit modérer sa consommation en prenant conscience de l'extinction progressive et inéluctable des ressources naturelles. La mondialisation exerce une pression croissante sur les ressources naturelles et la biodiversité. L'homme du XXIe siècle est-il capable d'arrêter la résorption de son empreinte écologique ? Cette approche s'est progressivement étendue à de multiples ressources : métaux et terres rares, surfaces cultivables, espèces en voie de disparition...

Durant l'âge classique, les physiocrates espéraient une « grande restauration » rendue possible par l'« exploitation rationnelle de la terre » ; ils étaient assurés que « l'homme déchiffrerait le code source de la nature ». A partir du Siècle des Lumières, les philosophes considèrent que la « raison technicienne » dominera « l'idéal naturaliste » et au XIXe siècle, les ingénieurs de la révolution industrielle prônèrent la division du travail et le libre échange. Les économistes étaient assurés qu'afin d'éviter de dégrader leur environnement, les ménages adaptèrent leur modes de consommation et que les entreprises créaient de nouveaux procédés et produits économes en énergie et en sous-produits non recyclables. L'homme était alors considéré comme un homo faber capable de « sculpter le monde à son image ».

POLITIQUES DE LA RARETÉ

**DES ORIGINES DU CAPITALISME
À LA CRISE ÉCOLOGIQUE**

**Fredrik ALBRITTON JONSSON
Carl WENNERLIND**

Mais ce n'est qu'à partir des années 1970 que les gouvernants prennent pleinement conscience des enjeux de la préservation de l'environnement et de la nécessité d'instaurer une « économie soutenable et conviviale » satisfaisant les besoins réels des populations. Les auteurs rappellent alors les critiques du consumérisme moderne et de la dégradation de l'environnement qui a été formulée par le Vatican dans son encyclique Laudato si et par les multiples mouvements écologistes. Ils analysent notamment les effets des émissions de carbone, de l'acidification des océans, des atteintes à la biodiversité... Le phénomène leur paraît d'autant plus préoccupant que l'homme du XXe siècle est incapable de mesurer et de corriger les effets à long terme de ses activités. *Suite de la note [en cliquant ici](#).*

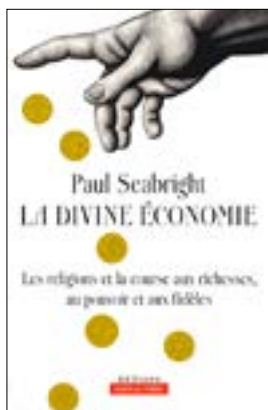
Les auteurs...



Fredrik ALBRITTON JONSSON est professeur à l'université de Chicago.



Carl WENNERLIND est historien.



ÉDITEUR :
Markus Haller

572 pages

PRIX : 28 euros

LA DIVINE ÉCONOMIE

**LES RELIGIONS ET LA COURSE AUX
RICHESSES, AU POUVOIR ET AUX FIDÈLES**

Paul SEABRIGHT

Au XXI^{ème} siècle, la religion prospère dans le monde entier, malgré son déclin apparent dans certaines parties de l'Europe et de l'Amérique. Depuis toujours, les différents mouvements religieux se livrent à une concurrence acharnée pour la richesse et le pouvoir.

Dans cet ouvrage, l'auteur affirme que les mouvements religieux sont une forme particulière d'entreprise et en tant que telles sont bien autre chose : ce sont des communautés, des objets d'inspiration ou d'inquiétude pour les observateurs extérieurs, des creusets d'ambition et de frustration pour les recrues, ou encore le théâtre des espoirs satisfaits ou déçus de ceux qui y investissent leur vie ou leur fortune. C'est la pluralité des services proposés qui a permis aux religions de se consolider et d'exercer leur pouvoir.

Si l'on s'en tenait à la « promesse » du titre tendant à présenter les religions en tant qu'économie politique, on serait déçu. Mais l'on aurait tort. L'ouvrage est restreint sur ce sujet mais il est exhaustif en matière sociologique, et ce livre est une revue universitaire de l'histoire du développement des religions. Il ne s'agit pas de confirmer le concept de religion naturelle chère à René Guénon, mais d'expliquer pourquoi, hors de tout besoin spirituel, qui n'est pas nié mais pas traité ici, et comment les religions sont apparues puis se sont développées et consolidées ; depuis les religions spiritualistes jusqu'aux monothéismes historiques et actuels.

Ce livre tente de traiter certaines questions difficiles de trois ordres : à quels besoins individuels ces mouvements religieux répondent-ils ? La religiosité est-elle un ensemble de traits divers sans point commun ? Pourquoi a-t-on pu dire que les femmes sont en moyenne plus religieuses que les hommes ? pourquoi la religion semble être en déclin dans certaines régions du monde et florissante ailleurs ? Viennent ensuite les questions liées à leur organisation ? Viennent enfin les questions politiques portant sur le pouvoir, ses usages et ses dérives.

« Les religions doivent leur forme actuelle à la concurrence à laquelle se livrent ces plateformes de service pour attirer de nouveaux membres et de nouvelles ressources, concurrence qui détermine la marge de manœuvre des mouvements religieux et de leurs soutiens politiques pour le siècle à venir.

Le livre est structuré comme un document universitaire : au début de chaque partie et chapitre se trouve un résumé de ce qui suit. Cela rend l'ouvrage facile à lire, à comprendre et à retenir.

Chaque personne intéressée par ce sujet d'actualité dans notre monde incertain travaillé par l'influence des religions, cet ouvrage sociologique de très haute tenue doit le lire !



L'auteur...



Paul SEABRIGHT est professeur d'économie à l'université de Toulouse. Spécialiste en économie des organisations et en politique de la concurrence.

.....

Partie 3

.....

**Enjeux économiques contemporains et
comparaisons internationales**



ÉDITEUR :
puf

158 pages

PRIX : 13 euros

LE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE, UNE URGENCE ÉCONOMIQUE ?

.....

Pauline ROSSI

Ce livre très synthétique traite d'un sujet qui occupe beaucoup l'actualité celui de la baisse de la natalité. Celle-ci préoccupe également la plupart des gouvernements depuis plusieurs années. L'angle choisi par l'auteur est intéressant dans la mesure où il se préoccupe essentiellement de l'impact de ce phénomène démographique sur l'économie qu'il impacte fortement. Ce livre se base sur des recherches récentes pour faire un diagnostic de la France avant d'élargir son analyse à un périmètre mondial.

La baisse de la natalité en France est régulière depuis la seconde moitié du 18ème siècle avec une seule véritable parenthèse inversée durant les « 30 glorieuses ». L'accélération récente de cette baisse et l'augmentation du nombre de décès aujourd'hui conduisent à un croisement des courbes qui crée une inquiétude économique. Seul le solde migratoire important a permis de constater une progression de la population. Même si longtemps un nombre d'enfants par femme autour de 2,1 a été considéré comme un chiffre qui permet le renouvellement et la sécurisation des systèmes sociaux et de retraite, le chiffre actuel de 1,6 enfant par femme conduit à des inquiétudes. Cette évolution est globalement partagée dans la plupart des pays sauf dans un certain nombre de pays d'Afrique ou aux États-Unis dans le futur du fait d'une forte immigration.

Cette situation factuelle va poser des problèmes de financement de la sécurité sociale et des retraites malgré une hausse du taux des actifs avec une hausse des personnes âgées mais en moins bonne santé. Tout ceci devrait conduire à une baisse de la croissance économique avec une main d'œuvre réduite, une baisse de l'innovation dans les entreprises ainsi qu'une augmentation de l'automatisation.

Les gouvernements ont lancé des programmes pour essayer d'enrayer cette baisse de la natalité avec de nombreuses initiatives comme la sécurisation du travail pour les femmes ou des mesures fiscales mais celles-ci se sont avérées globalement peu efficaces, que ce soit pour des contraintes de temps avec en particulier des femmes qui travaillent

plus mais aussi des contraintes biologiques avec l'arrivée d'enfants plus tardifs qui ont globalement baissé le nombre d'enfants par femme. L'alternative à cette situation est souvent l'intégration de populations issues de l'immigration qui ont globalement plus d'enfants même si cette solution est très controversée en termes d'acceptabilité sociale et d'impact futur.

Les facteurs structurels de cette faible natalité sont très bien décrits avec tout d'abord la sociabilisation des risques qui permet un parallèle intéressant entre retraites et fécondité. En effet il y a un paradoxe sur le fait que des retraites généreuses ne poussent finalement pas à avoir des familles nombreuses, l'émancipation des femmes a également réduit le besoin d'un nombre d'enfants importants ce qui pouvait être vécu comme une sécurité pour le futur. La baisse des mariages et souvent plus tardifs réduit la période de natalité ainsi que le célibat plus souvent subi que choisi et qui concerne en particulier les hommes sans enfants qui ont beaucoup augmenté. D'autre part un enfant est aujourd'hui souvent considéré comme un investissement parental aussi bien pour optimiser le temps qui lui est dédié que le financement de sa formation en privilégiant largement la qualité sur la quantité. *Suite de la note [en cliquant ici](#).*

L'autrice...



Pauline ROSSI est
professeur d'Economie à
l'Ecole Polytechnique



ÉDITEUR :
Dunod

220 pages

PRIX : 19,90 euros

LA FRANCE À LA LOUPE EUROPÉENNE

LES PRÉJUGÉS À L'ÉPREUVE DES FAITS

Pierre-André BUIGUES

Dans cet ouvrage grand public, Pierre-André BUIGUES dresse un portrait de la France à travers 11 angles d'analyse des grands défis économiques, sociaux et sociétaux. Chaque thème est éclairé par des comparaisons avec les principaux pays européens, étayées par des données et des analyses récentes.

Il en ressort que la France se situe parmi les pays du Sud de l'Europe, souvent en retrait par rapport aux nations du Nord, comme l'Allemagne, qui se distingue par sa productivité élevée et sa rigueur budgétaire. Parallèlement, les pays de l'Est progressent rapidement, tirés par une compétitivité accrue et des coûts de production attractifs.

Malgré une hausse du taux de pauvreté, la France se distingue par son système de redistribution, l'un des plus efficaces au monde, capable de réduire significativement les inégalités de revenus. Pourtant, elle reste le pays le moins industrialisé d'Europe, avec une productivité du travail et un niveau de robotisation insuffisants. L'industrie automobile illustre cette faiblesse : sa production de véhicules thermiques a chuté de plus de 60 % en 25 ans. À cela s'ajoutent un environnement réglementaire complexe et une surcharge normative qui entravent la compétitivité face aux exportations chinoises.

L'auteur souligne à plusieurs reprises un manque criant d'investissements dans la recherche, l'innovation et la transformation numérique. Pour combler son retard, la France devrait porter ses dépenses en R&D à 3 % du PIB, contre 2,19 % en 2023. Contrairement à l'Allemagne, qui utilise ses investissements à l'étranger pour renforcer son économie nationale, la France a privilégié l'internationalisation de ses multinationales, dont les succès profitent peu au territoire.

Un autre point faible mis en lumière est la gestion des dépenses publiques : malgré des budgets supérieurs à la moyenne européenne dans des domaines clés comme la santé ou l'éducation, les résultats concrets peinent à convaincre les citoyens.

En conclusion, cet ouvrage, riche en données factuelles, offre une vision nuancée de la France : à la fois performante dans certains domaines, en difficulté dans d'autres, et parfois en déclin. Pourtant, des solutions existent, car le pays dispose d'atouts et d'un potentiel qu'il est urgent de mobiliser.

Un livre à conseiller à tous les esprits curieux en quête d'une vision claire et documentée de la France d'aujourd'hui.



L'auteur...



Pierre-André BUIGUES

est économiste. Il a exercé pendant 22 ans des fonctions de direction à la Commission européenne, puis comme professeur à la Toulouse Business School. Expert des questions européennes, il

a également mené une activité de consultant international et de conseiller pour diverses institutions mondiales. Il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence.

.....

Partie 4

.....

Transition écologique et performance durable



ÉDITEUR :

Hermann

200 pages

PRIX : 17 euros

VIVRE SANS CO₂ EN FRANCE, ON N'A PAS DE PÉTROLE, MAIS ON A DE L'ÉLECTRICITÉ

Édouard ROBLOT

.....

Edouard Roblot décrit l'énergie électrique comme étant une ressource naturelle qu'il convient de continuer à soutenir voire à développer, en raison de la raréfaction des énergies fossiles. Il en présente l'historique depuis les années 70, avec le développement en France du nucléaire, dont le but était déjà de s'affranchir des énergies fossiles et être indépendant.

L'auteur identifie les différents secteurs où le développement de l'électricité apparaît comme une opportunité par les années à venir, notamment les applications domestiques. Est Il aborde ensuite l'alimentation des véhicules électriques, voitures personnelles ou transports routiers, dont la généralisation à l'électricité conduirait à développer des bornes électriques à l'ensemble des places de parking pour permettre de les charger.

L'auteur propose aussi de réduire les distances au quotidien en regroupant les habitations, limitant ainsi les émissions, avec l'intérêt pour régénérer les commerces de proximité. Une autre bataille énoncée est le fait de développer la rénovation thermique des bâtiments, mais aussi et surtout de supprimer les passoires thermiques, en mettant en place une programmation de nouveaux bâtiments éco-responsables avec l'aide de l'Etat. Ceci aurait le mérite d'éviter certains errements des programmes actuels sur la rénovation thermique, avec constitution de dossiers volumineux qui aboutissent rarement.

Enfin, la mise en oeuvre sur de gros volumes d'une l'électricité décarbonée et à bas coût, issue des énergies renouvelables, constitue un enjeu important pour assurer le futur de l'énergie en France compte-tenu des centrales nucléaires vieillissantes. Dans ce contexte, la proposition est faite de se focaliser sur le nouveau nucléaire, l'éolien marin, le solaire pour les parkings et les bâtiments, ainsi que l'hydraulique.

Edouard Roblot souligne l'importance de se focaliser sur ces sept batailles à mener, sans trop vouloir se disperser pour in fine ne rien réaliser de façon efficace et sérieuse, en se focalisant sur la lutte contre le réchauffement climatique et contre le CO₂. Comme défi à relever sur une échelle de temps raisonnable.

Au fil des pages, les inflexions technologiques proposées pourraient conduire à un changement de société qui accompagnerait ces nouveaux développements, en tant que possibles futurs pour sortir de la crise actuelle et envisager une vie meilleure.



L'auteur...



Edouard ROBLOT

est un ancien élève de l'École polytechnique et diplômé de l'IEP de Paris, spécialisé dans la transition énergétique. Sa carrière s'est concentrée sur le secteur de l'énergie, occupant des postes de

Directeur Bâtiment bas carbone chez IDEX. Il a travaillé comme chargé de mission pour les énergies renouvelables à la Commission de régulation de l'énergie et comme responsable prospective pour le groupe Total.



ÉDITEUR :
EMS

288 pages

PRIX : 25 euros

Cet ouvrage est éminemment collectif : pas moins de 21 contributeurs, la plupart issus de l'université de Rennes (Comptabilité – Finance de l'IGR-IAE Rennes) pour analyser l'impact extra-financier des organisations.

Malgré des pratiques d'évaluation extra-financières institutionnalisées et un reporting systématique des grandes entreprises, ambiguïté et tension semblent déterminer l'évaluation de l'impact extra-financier des organisations. Ambiguïté de la place accordée aux évaluations par les organisations bénéficiaires lorsque les activités de l'agence Vigéo (agence de notation sociale et environnementale créée en 2002 avec Nicole Notat, ex-secrétaire générale de la CFDT) sont rachetées par Moody's en 2019. Dès lors, il devient difficile de ne pas souligner le lien de subordination qui existe entre le financier et l'extra-financier.

Nous savons déjà que la finance s'inscrit dans la durée. Les auteurs mettent en évidence les tensions récurrentes entre performances financières et extra-financières, deux objectifs qui sont au centre de la finance durable. Trois pistes de réflexions sont envisagées : (I) promotion d'un nouvel équilibre entre ces deux objectifs, laissant plus de place à l'expression des parties prenantes, (II) mise en place d'une réglementation plus pertinente, remplacer les mesures relatives ESG par des mesures absolues de performance extra-financière, (III) détermination du niveau réel d'implication des parties prenantes pour porter des modèles d'affaires plus durables.



ÉVALUER L'IMPACT EXTRA-FINANCIER DES ORGANISATIONS

LA NÉCESSAIRE GESTION DES TENSIONS
ET DES PARADOXES

.....

Aurélien RAGAIGNE
Jean-Laurent VIVIANI
Hélène RAINELLI-WEISS

Si l'ambition avouée des auteurs est de constituer un support structurant pour le développement de partenariats dédiés à l'étude des enjeux contemporains de performance globale et de responsabilité des organisations, on peut dire que le livre arrive au bon moment. En effet, Patrick d'Humières, auteur de « Entreprise et géopolitique » ne manque pas de souligner que la demande d'information ESG est d'abord venue des investisseurs et que l'on ne peut que s'étonner que ce levier ne soit pas utilisé contre la submersion manufacturière chinoise pour « arrêter un dumping illégitime au nom des différentiels sociaux, environnementaux et de loyauté, contraires aux valeurs qui constituent le socle de notre modèle de société ».

Les auteurs...



Aurélien RAGAIGNE travaille sur le sujet des indicateurs extra-financiers et les situations managériales sujettes à des tensions et des paradoxes.



Jean-Laurent VIVIANI porte ses recherches sur la finance d'entreprise, la gestion des risques et la finance durable.



Hélène RAINELLI-WEISS est Directrice du Master Finance Parcours trésorerie et s'intéresse à la manière dont les théories des organisations peuvent aider à comprendre le fonctionnement de l'industrie financière.



Compagnie des Conseils
et Experts Financiers



DÉVELOPPEZ VOTRE EXPERTISE AVEC LA CCEF

La Compagnie des Conseils et Experts Financiers a créé
différentes formations dispensées **par des professionnels**
à destination de professionnels

Devenez spécialiste



en Évaluation d'entreprises

Formez-vous



en Transmission d'entreprise



en Évaluation des Préjudices économiques et financiers



en Retournement d'entreprises

WWW.CCEF.NET

CONSEIL ET EXPERT FINANCIER **AUGMENTÉ**

L'IA AU SERVICE DE NOS MÉTIERS

Jeudi 5 novembre 2026 - Fuga Space - Paris 8



ÉVALUATION



TRANSMISSION



FINANCEMENT



PATRIMOINE



STRATÉGIE

COMPRENDRE ET MAÎTRISER
les transformations de l'expertise financière

Bonne lecture !



Compagnie des Conseils
et Experts Financiers



120 avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS
01 44 94 27 70 - ccef@ccef.net
www.ccef.net